

adapter les structures européennes avant tout. Un point commun avec la France. Enfin, unité ne veut pas dire générosité sans limites. Berlin refuse ainsi d'augmenter de façon trop importante sa contribution aux budgets européens, civil et militaire (cf. chapitres 17 et 9).

Une France virevoltante

La position française est plus difficile à résumer, faite de tête-à-queue surprenants. Car ils ne sont pas le fait de changements de gouvernements ou *d'imperium* de coalition. Alors que commence la présidence française du Conseil de l'UE, début 2022, le président français Emmanuel Macron (**Renew**) s'entiche d'une position de dialogue, s'évertuant à entretenir une conversation avec Vladimir Poutine et avec Volodymyr Zelensky. En même temps. Une « diplomatie du téléphone » largement orchestrée dans les médias à l'aide de messages réguliers⁹⁰. Cette chorégraphie sera même filmée et reprise en public dans un documentaire diffusé en télévision⁹¹.

Discussions suivies d'aucun effet. À chaque fois que l'Élysée peut se réjouir d'une avancée, le Kremlin le dément immédiatement, dans les heures qui suivent par les mots ou par les faits⁹². Emmanuel Macron surestime son pouvoir sur le cours des événements et sur son interlocuteur russe. Le « là, je te parle depuis la salle de sport », réplique de Vladimir Poutine aux admonestations du président français, peu avant l'attaque du 24 février, restera, dans les mémoires, la preuve parfaite que le dirigeant russe n'a que faire des admonestations de Paris.

L'hôte de l'Élysée persiste, pourtant, dans sa voix de conciliation avec la Russie. Le 3 juin 2022, lors d'une interview à la presse régionale, il insiste sur la nécessité de « ne pas humilier la Russie pour que le jour où les combats cesseront, nous puissions bâtir un chemin de sortie par les voies

90 Un fil *WhatsApp* a été créé, retraçant chacun de ses coups de fils, qui connaît un certain succès. Chacun des faits et gestes du président sont ainsi repris dans une bonne partie de la presse française, souvent automatiquement, sans analyse ni distance.

91 « *Un président, l'Europe et la Guerre* », de Guy Lagache, France 2, 1er juin 2022.

92 La « rencontre à Moscou a été utile », insiste l'Élysée après le déplacement à Moscou le 3 février, mentionnant l'engagement russe à « retirer les troupes au terme de l'exercice Zapad en Biélorussie ». En fait de retrait, il y en aura peu. Et, quelques jours plus tard, est déclenchée l'invasion de l'Ukraine. Idem pour l'annonce en mars « d'une opération humanitaire exceptionnelle », pour faire sortir les civils de Marioupol, avec les Turcs et Grecs. Elle tombe à l'eau, faute d'accord du Kremlin.

diplomatiques »⁹³. Une stratégie qui répond à la tradition politique française de maintenir le dialogue avec la Russie, membre du « club » des puissances « dotées », c'est-à-dire disposant de l'arme nucléaire. Un propos qui passe mal en Ukraine et à l'Est. « Nous ferions tous mieux de nous concentrer sur la façon de remettre la Russie à sa place », réagit tout de go le ministre ukrainien des Affaires étrangères, Dmytro Kuleba. Ce conflit peut s'arrêter « si une seule personne à Moscou donne simplement cet ordre », enchaîne le président V. Zelensky. C'est la « guerre de la Russie contre l'Ukraine [qui] a brisé la paix en Europe », indiquent les chefs d'État de l'Est européen, réunis le 12 juin en format B9⁹⁴. Pourtant, la France a, clairement, condamné « l'agression russe », milité pour l'aide militaire européenne, soutenu les différents paquets de sanctions, etc. Mais l'ambiguïté demeure. Le soutien militaire à Kiev reste d'ailleurs limité pour un pays de la taille de la France. Le président de la République mettra plusieurs mois avant de se rendre à Kiev, préférant se concentrer sur la campagne présidentielle.

La position française évolue radicalement en 2024 à l'approche du deuxième anniversaire de la guerre. Cette guerre « a changé notre façon de penser et notre façon de créer des stratégies », reconnaît le leader français en visite d'État à Stockholm fin janvier⁹⁵. Il faut « défendre et appuyer l'Ukraine. Peu importe ce que cela coûte. Peu importe les efforts ». Un propos repris lors de la signature des engagements de sécurité avec le président ukrainien le 16 février (cf. chapitre 14). La Russie « a accumulé et durci toutes les postures agressives, pas simplement face à l'Ukraine, mais contre nous tous ». Elle « a perdu (sa) place et sa crédibilité sur la scène internationale » assène E. Macron.

Le clou de ce revirement survient le 26 février. Ayant convoqué à Paris un sommet européen sur l'Ukraine, le président français évoque clairement une option jamais évoquée par un Européen, du moins publiquement : l'envoi de troupes en Ukraine. Certes « il n'y a pas de consensus aujourd'hui pour envoyer de manière officielle, assumer et endosser des troupes au sol. Mais en dynamique, rien ne doit être exclu. » Et d'ajouter : « Nous ferons tout ce qu'il faut pour que la Russie ne puisse pas gagner cette guerre. [...] Tout est possible

93 DESPORT Jefferson, « Emmanuel Macron : « Le temps des crises durera », Sud-Ouest, 3 juin 2022. Web : <https://www.sudouest.fr/politique/emmanuel-macron/interview-d-emmanuel-macron-le-temps-des-crises-durera-11171346.php>

94 GROS-VERHEYDE Nicolas, « [Explications] Ne pas humilier la Russie : un bon mot incompris qui laissera des traces », B2 Pro, 17 juin 2022. Web : <https://club.bruxelles2.eu/2022/06/17>

95 Discours du Président E. Macron à la communauté de défense suédoise, Stockholm, 30 janvier 2024.

si c'est utile pour atteindre notre objectif »⁹⁶. Un propos qui suscite aussitôt une levée de boucliers en Europe, notamment en Allemagne mais aussi à l'OTAN. Les observateurs se perdent en conjecture sur ce changement de pied radical, alors que s'amorce une campagne électorale européenne difficile pour le parti présidentiel face au Rassemblement national⁹⁷. Le président n'en a cure. Pays Baltes et Pologne applaudissent. C'est l'objectif aussi. Rêvant à un destin européen, Emmanuel Macron a besoin de leur soutien.

Un soutien militaire faiblard

En octobre 2022, la France n'apparaît qu'au treizième rang des contributeurs pour l'Ukraine, selon le classement de l'Institut allemand Kiel pour l'économie mondiale. Elle fournit environ pour 0,2 milliard d'euros, derrière l'Estonie (0,3 milliard d'euros) et est devancée nombre de pays : la Pologne a donné pour 1,8 milliard d'euros et l'Allemagne pour 1,2 milliard d'euros. Une situation qui ne s'améliore pas au fil des mois. En février 2024, l'Institut Kiel réévalue l'aide tricolore à 0,66 milliard d'euros. Même gonflée à 1,4 milliards avec des données extrapolées⁹⁸, l'aide française reste loin derrière celle de l'Allemagne (6,6 milliards d'euros pour 2022-2023), le Royaume-Uni, la Pologne, la Norvège, la Suède, les Pays-Bas, etc. Un écart difficilement explicable au regard du budget de défense de la France — le troisième en importance en Europe — du rôle qu'elle entend jouer au plan politique et de sa place au Conseil de sécurité des Nations unies. Le gouvernement tente bien de se justifier avec un montant de 3,2 milliards d'euros, repris dans un rapport parlementaire⁹⁹. Mais ce chiffre est plutôt fantaisiste : décompte de la contribution à la facilité européenne pour la paix, mais pas des remboursements, évaluation de vieux matériels, type VAB, largement amortis, au coût du remplacement, etc.¹⁰⁰

96 Conférence de presse, Paris, 26 février 2024.

97 GROS-VERHEYDE Nicolas, « [Analyse] Envoyer des troupes au sol en Ukraine. Que voulait dire Emmanuel Macron ? Dans quel objectif ? », B2 Pro, 28 février 2024 Web : <https://www.bruxelles2.eu/2024/02/28>

98 « *Ukraine Support Tracker : Methodological Update & New Results on Aid "Allocation"* » (Febr. 2024)

99 ROYER-PERREAUT Lionel et NAEGELEN Christophe, « Mission flash sur le bilan du soutien militaire à l'Ukraine, Assemblée nationale, 8 novembre 2023.

100 Conférence de presse du Président E. Macron et du Président V. Zelensky, Paris, 16 février 2024.